

La Belgique suspend son soutien à une série de projets au Burundi

@rib News, 02/10/2015 - Source Belga Pour intensifier la pression politique et mener les dirigeants burundais à la table de négociation avec l'opposition, la Belgique suspend une série de projets de développement au Burundi. Les projets qui touchent directement la population ne sont pas affectés, mais bien des programmes proches des autorités burundaises et qui pourraient faire l'objet de récupération politique, a indiqué le vice-Premier ministre et ministre de la Coopération au développement Alexander De Croo (Open VLD) vendredi.

L'instabilité politique des derniers mois à un impact conséquent pour le Burundi a expliqué le ministre De Croo. "200.000 personnes sont en exil, la fragile économie burundaise est en berne et le gouvernement burundais s'isole de plus en plus.", a-t-il expliqué. Jeudi, l'Union européenne a adopté des sanctions contre 4 personnes impliquées dans la répression des opposants au régime, et la Belgique veut désormais aussi envoyer un signal. "Je préférerais ne pas faire cela, je l'exécute avec peine", a déclaré le ministre De Croo. Concrètement, il a décidé de suspendre quelques projets. Ceux-ci concernent le soutien au pavage, à la justice burundaise et à la gouvernance. "Ce sont des projets au travers desquels un soutien est offert aux autorités", selon le ministre. "Un certain nombre de projets plus proches de la population, comme en matière d'éducation, d'agriculture et de soins de santé, ne sont pas suspendus." Mais cette décision ne manquera pas d'affecter les Burundais. "C'est aussi logique, sinon cela signifie que ces projets n'ont aucune influence", répond le ministre. "Mais nous allons essayer de minimiser l'impact." La coopération policière avec le Burundi a déjà été suspendue en mai après une répression violente par les services de police et est désormais tout à fait stoppée. "Le rôle de la police burundaise n'a pas été de nature à justifier une poursuite de la coopération avec la Belgique" en est l'explication. La "réorientation" de la coopération belge avec le Burundi s'inscrit dans la décision européenne de relancer un dialogue politique rapidement. Si aucun progrès n'est enregistré d'ici le mois d'avril prochain, ces projets seront définitivement arrêtés. Dans cette éventualité, les 65 millions d'euros qui y sont investis seront redistribués. Le ministre De Croo évalue déjà quelles initiatives pourraient recevoir un nouveau soutien. "Cette décision ne signifie pas que les budgets sont diminués", a-t-il précisé. Par habitant, le Burundi reste le pays auquel la Belgique garantit le plus d'aide, plus encore que la République démocratique du Congo. Le ministre n'a pas évoqué quelles seraient les prochaines étapes concrètes. "Il faut d'abord en discuter, et puis juger."